

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

Grenoble, le 31 mai 2012

Service protection de l'environnement
22 avenue Doyen Louis Weil – Grenoble

Affaire suivie par : Suzanne BATONNAT
Téléphone : 04.56.59.49.21
Télécopie : 04.56.59.49.96
courriel : suzanne.batonnat@isere.gouv.fr

A R R E T E P R E F E C T O R A L

COMPLEMENTAIRE N° 2012152-0061

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;

VU l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1^{er} (I.C.P.E) du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, et notamment son article 51 qui prévoit un programme de suivi des sites de stockage pour une période d'au moins trente ans ;

VU les décisions antérieures, ayant réglementées les activités du centre de stockage de déchets non dangereux (CSDND) de SATOLAS et BONCE , exploité à ce jour par la société SITA CENTRE EST au lieudit « Les Chapelles », et notamment l'arrêté d'autorisation du 31 décembre 1971; puis les arrêtés d'autorisation d'extension n°78-1333 du 10 février 1978 et n° 2000-9557 du 28 décembre 2000 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-208-0024 du 27 juillet 2011 portant autorisation d'extension ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône Alpes (unité territoriale de l'Isère), du 20 janvier 2012 ;

VU la lettre du 5 avril 2012, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 19 avril 2012 et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 19 avril 2012 ;

VU la lettre du 23 avril 2012, communiquant à l'exploitant le projet des prescriptions techniques complémentaires applicables à la Société SITA CENTRE EST pour son centre de stockage de déchets non dangereux situé à SATOLAS et BONCE aux lieux-dits « Janneyrière », « La Chapelle » ; « La Péciat » et « Trosseaz » ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

CONSIDERANT l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, et notamment son article 51 qui prévoit un programme de suivi des sites de stockage pour une période d'au moins trente ans ;

CONSIDERANT que sur le site de ce centre de stockage de déchets non dangereux l'exploitation de la zone dite Satolas 0 a cessé depuis 1978 et celle de la zone dite Satolas 1 a pris fin en 2002, cette dernière ayant fait l'objet d'un réaménagement durant l'année 2002 ;

CONSIDERANT que l'article 1.2.3 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2011-208-0024 du 27 juillet 2011 portant autorisation d'extension, demande à l'exploitant, d'adresser à monsieur le Préfet de l'Isère, un mémoire de réaménagement des sites de Satolas 0 et 1 dans les 6 mois de la notification de l'arrêté préfectoral précité ;

CONSIDERANT qu'aux fins de répondre à l'article 1.2.3. de l'arrêté préfectoral susvisé la société SITA CENTRE EST a déposé le 1^{er} décembre 2011, un dossier de cessation d'activité des zones 0 et 1 de son site ;

CONSIDERANT que l'arrêté n°2011-208-0024 du 27 juillet 2011 ne prévoit pas de phases de réhabilitation et de suivi post-exploitation et, que par conséquent, pour satisfaire à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 précité, il y a lieu d'inviter la société exploitante par la voie du présent arrêté complémentaire à prendre les dispositions concourant à la réhabilitation des zones 0 et 1 du site de SATOLAS et BONCE et à leur suivi post-exploitation ;

CONSIDERANT qu'il convient, en application des dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1^{er} (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société SITA CENTRE EST pour l'exploitation du son centre de stockage de déchets non dangereux situé à SATOLAS et BONCE, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – la Société SITA CENTRE EST (siège social : Gerland Plaza – 19 rue Pierre-Gilles de Gennes – 69007 LYON) est tenue de respecter strictement les prescriptions ci-annexées du présent arrêté complémentaire, concernant son installation de stockage de déchets de SATOLAS et BONCE, pour la réhabilitation et le suivi post-exploitation des sites dénommés Satolas 0 et Satolas 1, situés aux lieux-dits « Janneyrière », « La Chapelle » ; « La Péciat » et « Trosseaz ».

ARTICLE 2 - Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1^{er} (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

ARTICLE 3 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait de cette activité qui seraient

de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R 512-69 du Livre V , Titre 1^{er} (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé.

ARTICLE 4 - Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du Livre V , Titre 1^{er} (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de cette activité devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, de cette activité, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

ARTICLE 5 - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R 512-39-1 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du Code susvisé.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article 512-39-2 du livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du code susvisé.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E) du Code susvisé. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

ARTICLE 6 - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie de SATOLAS et BONCE et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de l'Isère.

ARTICLE 7 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de LA TOUR DU PIN, le Maire de la commune de SATOLAS et BONCE et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SITA CENTRE EST.

Fait à Grenoble, le **31 MAI 2012**

POUR LE PREFET

*Pour le Préfet, par délégation
le Secrétaire Général*

Frédéric PERISSAT

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

à

SITA MOS

**lieux dits « Janneyrière », « La Chapelle », « La Péciat » et
« Trosseaz »**

38290 SATOLAS ET BONCE

Article 1 - Généralité

1.1. Champ d'application

La société SITA MOS dont le siège social est situé Le Gerland Plaza – 19, rue Pierre Gilles de Gennes - 69007 Lyon, est tenue, en tant qu'exploitant du centre de stockage de déchets non dangereux (CSDND) situé sur Satolas et Bonce, aux lieux dits « Janneyrière », « La Chapelle », « Péciat » et « Trosseaz » – 38290 Satolas et Bonce, au réaménagement et au suivi post-exploitation du site.

Cet arrêté a pour objet le réaménagement et le suivi post-exploitation des sites Satolas 0 et 1. Il complète l'arrêté préfectoral n°2011-208-0024 du 27 juillet 2011.

1.2. Définition du site

Les sites de Satolas 0 et 1 concernent les parcelles cadastrales suivantes :

section cadastrale C et numéros de parcelles 564pp, 566, 567 à 591, 592pp, 593pp, 203, 553, 204, 205 pour une surface de 319 810 m².

Le plan des parcelles se trouve en annexe 1.

1.3. Bilan annuel

Un bilan annuel de suivi sera transmis à monsieur le préfet. Ce bilan reprendra entre autres :

- les résultats des contrôles dans l'environnement,
- un bilan hydrique,
- les plaintes, incidents et accidents survenus.

Ce bilan sera transmis annuellement avant le 1^{er} avril de chaque année. Il pourra être inclus dans le bilan annuel du centre de stockage.

Article 2 - Réaménagement du site

Article 2 - Réaménagement du site

2.1. Le réaménagement des sites Satolas 0 et 1 seront effectués conformément au dossier de fermeture des sites (dossier déposé le 30 novembre 2011 en Préfecture de l'Isère). A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats seront supprimés et la zone de leur implantation sera remise en état.

2.2. Afin d'en interdire l'accès, l'installation classée sera clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimum de 2 mètres. La clôture du site sera maintenue pendant la durée post exploitation. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site devront cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

2.3. Voies de circulation

2.3.1. Les voies de circulation intérieure et les accès au centre de stockage seront aménagés, dimensionnés et constitués en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler.

2.3.2. Les voies de circulation internes seront maintenues dans un état de propreté satisfaisant et seront recouvertes en tant que de besoin de matériaux adaptés.

2.4. Fossés extérieurs

Des fossés de collecte extérieurs devront être mis en place, dès lors que la topographie entraîne des entrées des eaux extérieures au site sur le site même. Ces fossés rejoindront directement les zones d'infiltration prévues à cet effet. Ils seront dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale. Ces aménagements devront être réalisés dans leur intégralité avant le début de l'exploitation.

2.5. Couverture finale

2.5.1. Une couverture finale sera mise en place pour empêcher l'infiltration d'eau de pluie ou de ruissellement vers l'intérieur de la décharge.

2.5.2. La couverture devra être conçue de manière à prévenir les risques d'érosion et à favoriser l'évacuation de toutes les eaux de ruissellement vers les fossés latéraux de collecte.

2.5.3. La couverture finale aura une structure multicouches et comprendra au minimum du bas vers le haut :

- un niveau drainant participant à la collecte et au captage du biogaz de 0,40 m minimum d'épaisseur ou un dispositif permettant d'assurer un drainage équivalent,
- un niveau argileux semi-perméable compacté. Ce niveau devra avoir une épaisseur minimale de 1m. Ce niveau pourra être remplacé par un dispositif équivalent (géomembrane ou autre dispositif). Dans ce cas les mesures compensatrices équivalentes devront faire l'objet d'une expertise par un organisme spécialisé en ce domaine.
- une couche drainante d'une épaisseur minimum de 0,40 m afin d'assurer la collecte des eaux météoriques au niveau de l'interface imperméable ou tout autre dispositif permettant d'assurer un drainage équivalent,
- un niveau de terre d'une épaisseur minimum de 0,50 m pour permettre la mise en place d'une végétation favorisant l'évapotranspiration.

Les eaux de ruissellement seront dirigées vers les fossés intérieurs et collectées dans les bassins des eaux pluviales.

La cote du dôme final de Satolas 0, intégrant la couverture finale et après tassement, avec raccordement harmonieux des casiers ne peut excéder au point le plus élevé du dôme la cote de 271 m NGF.

La cote du dôme final de Satolas 1, intégrant la couverture finale et après tassement, avec raccordement harmonieux des casiers ne peut excéder au point le plus élevé du dôme la cote de 274 m NGF.

2.5.4. La couverture végétale sera entretenue régulièrement pour éviter la prolifération des espèces végétales invasives et notamment de l'ambroisie.

Article 3 - Suivi des eaux

3.1. Généralité

3.1.1. Les résultats de tous les contrôles d'analyses sont transmis dans un bilan annuel à l'inspection des installations classées. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée de dix ans après la fin de la période de suivi.

3.1.2. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. L'exploitant en informe sans délai le préfet et l'inspection des installations classées et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

3.1.3. La protection des ressources en eaux et des milieux sera conforme au titre 4 de l'arrêté préfectoral n°2011-208-0024 du 27 juillet 2011.

Article 4 - Suivi des rejets atmosphériques

4.1. Généralité

4.1.1. Les résultats de tous les contrôles d'analyses sont transmis dans un bilan annuel à l'inspection des installations classées. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée de dix ans après la fin de la période de suivi.

4.1.2. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. L'exploitant en informe sans délai le préfet et l'inspection des installations classées et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

4.1.3. La prévention de la pollution atmosphérique sera conforme au titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2011-208-0024 du 27 juillet 2011.

Article 5 : Contrôle du réaménagement du site et suivi à long terme

5.1. Plan topographique

Une fois le réaménagement terminé, un plan topographique, à l'échelle 1/500^{ème}, sera établi et présentera :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte,...),
- la position exacte des dispositifs de contrôle,
- la projection horizontale des réseaux de drainage des eaux,
- les courbes topographiques d'équidistance 1 mètre.

5.2. Suivi à long terme

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour :

- assurer le pompage et le traitement si nécessaire des lixiviats,
- assurer le contrôle des eaux souterraines et superficielles,
- maintenir en état les différents équipements,
- assurer l'entretien du site (clôture, digue en enrochement, couche de couverture finale, ...).

5.3. Usage ultérieur du site

5.3.1. Le site devra faire l'objet d'un usage ultérieur compatible avec la présence de déchets et les propriétaires successifs devront en être informés. A cette fin, un dossier de demande, pour l'institution de servitudes devra être adressé à M. le Préfet en application des dispositions des articles R 515- 24 à R 515-31 du code de l'environnement, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.3.2. L'utilisation des terrains ne devra en aucun cas remettre en cause l'étanchéité du site.

Sont particulièrement interdites les opérations suivantes :

- réalisation de trous, excavations, fondations, forages, défonçages et tous travaux dont la profondeur dépasserait 0,3 m,
- irrigation des terrains à l'exception de l'arrosage nécessaire en vue de maintenir la végétation superficielle pour pallier un défaut de précipitation atmosphérique,
- plantation d'arbres ou d'arbustes dont les racines sont susceptibles de descendre à une profondeur supérieure à 0,3 m.

Article 6 : Garanties financières

6.1. Objet des garanties financières

Les garanties financières seront conformes à l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral n°2011-208-0024 du 27 juillet 2011.

Article 7 - Période de suivi

7.1 Période de suivi

La période de suivi post-exploitation aura une durée de trente ans à compter du 1^{er} janvier 2002.

7.2 Mémoire à cinq ans

Cinq ans après la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

7.3. Fin de la période de suivi

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adressera au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

